

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, première session

1990, chapitre 68
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA
COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES**

Projet de loi 71

présenté par M. André Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du
revenu et de la Formation professionnelle

Présenté le 15 mai 1990

Principe adopté le 25 octobre 1990

Adopté le 19 décembre 1990

Sanctionné le 20 décembre 1990

Entrée en vigueur: le 1^{er} janvier 1991

Loi modifiée:

Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)





CHAPITRE 68

Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales

[Sanctionnée le 20 décembre 1990]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. C-34,
a. 44.1, aj. **1.** La Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) est modifiée par l'insertion, après l'article 44, du suivant:

Sommes
requises « **44.1** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises sur le fonds de la Commission.

Constitu-
tion du
fonds Ce fonds est constitué des sommes suivantes:

1° les sommes versées par le ministre et prélevées sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement;

2° les sommes versées par les organismes dont une décision peut faire l'objet d'une requête ou d'un appel visé aux paragraphes *k*, *q* ou *bb* de l'article 21 ou à l'article 579 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001), pour l'application de ces dispositions, au montant et selon les modalités que détermine le gouvernement. ».

Fonds
consolidé
du revenu **2.** Les sommes perçues au cours de l'exercice financier 1990-1991 des organismes visés au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 44.1 de la Loi sur la Commission des affaires sociales, édicté par l'article 1 de la présente loi, sont versées au fonds consolidé du revenu.

Entrée en
vigueur **3.** La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1991.